

LG FETE L'ALGERIE

2500 MAILLOTS OFFICIELS OFFERTS

Gagnez le maillot officiel du supporter de l'Equipe Nationale, en participant à la Grande Tombola LG Mobile. Achetez un téléphone mobile LG, envoyez son numéro de série (IMEI) avec vos nom et prénoms par SMS au 0561 54 54 54.

LG Mobile
www.lg.com/dz

LG **SPONSOR OFFICIEL**
DE LA FEDERATION ALGERIENNE DE FOOTBALL

Pour toute information, Appelez le 021 36 54 54 Centre d'Information Clientèle

Dates des Tirages : 10, 17, 24 juin et 01, 08 juillet 2012. Pour consulter le règlement de la Tombola, rejoignez-nous sur notre page Facebook [www.facebook.com/lgalgerie](#) ou contactez l'huissier de justice Maître ROBEI Rabah, Cité des 384 logements, Bt A-16 numéro 1, Sidi Hamdine, Alger.

TOMBOLA LG Mobile

GAGNEZ VOTRE EQUIPEMENT

[f/lgalgerie](#)



DÉCODAGES

Le faux débat des IDE en Algérie

Il y a encore en Algérie des débats économiques qui relèvent d'un autre âge. Celui de savoir par exemple s'il faut ou pas encourager l'investissement privé en lui accordant toutes les facilités possibles. Celui de mettre fin aux effets d'éviction qui résultent de l'assainissement financier sans fin des entreprises publiques peu performantes réduisant d'autant les ressources dont ont besoin les promoteurs privés plus efficaces. De même voit-on resurgir régulièrement la question que nous sommes aujourd'hui le seul pays à poser, celle de savoir si les investissements directs étrangers sont utiles au moment même où ils sont à l'origine de fort taux de croissance dans tous les pays émergents. Alors reposons-nous la sempiternelle question est-ce que l'économie algérienne a besoin d'investissements directs étrangers ? Incontestablement, la réponse est oui. Les IDE sont un vecteur important d'intégration de l'économie nationale au processus de mondialisation. Lorsque ces investissements sont le fait de champions mondiaux ils charrient des technologies, des savoir-faire, des progrès en management qui sont très utiles aux pays récipiendaires. Dans notre pays, la question a de tout temps suscité des débats intenses, contradictoires. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La réglementation qui régit les IDE en Algérie a connu quelques modifications avec les circulaires Ouyahia, modifications qui ont pu susciter quelques commentaires et qui surtout ont pu faire naître chez les investisseurs étrangers quelques appréhensions. L'Etat algérien en «resserrant les boulons» veut se prémunir contre toute dérive toujours possible. Ces nouvelles exigences vis-à-vis des IDE vont en effet dans le sens d'un meilleur suivi de la situation. Il y a quatre exigences qui amendent sérieusement le code des investissements.

1/- La balance devises de tout IDE doit être excédentaire : l'investisseur étranger doit faire rentrer, par son investissement en Algérie, dans le pays, plus de devises qu'il n'en fait sortir.

2/- L'investisseur étranger devra s'acquitter d'un impôt sur les dividendes.

3/- Dans tout IDE, le capital devra être détenu au moins à un taux de 51% par des opérateurs algériens (publics ou privés ou une combinaison des deux).

4/- La mobilisation du financement de l'IDE doit se faire sur le marché bancaire algérien. Les commentateurs ont vite conclu, à la lecture de ces amendements, à une indifférence sinon carrément à un rejet des IDE de la part du gouvernement algérien. L'observation est très certainement exagérée même si elle peut effectivement soulever quelques interrogations quand on - a connaît la concurrence que se font les pays récipiendaires des IDE et notamment les pays du Sud, - b la place que ces IDE occupent aujourd'hui dans l'économie mondiale -et c le rôle qu'ils peuvent jouer dans les pays du Sud qui ont fait d'investissements, de technologie et de savoir-faire.

Il faut, en effet, rappeler que l'investissement direct étranger est devenu en cette première moitié des années 2000, la principale source de financement des pays en développement surclassant l'endettement extérieur auquel ces pays avaient traditionnellement recours. On sait depuis longtemps que dans ces pays l'épargne nationale est insuffisante et lorsqu'elle existe, elle est difficile à mobiliser. C'est alors la «ruée» sur les IDE et c'est à celui qui arrive à «séduire» le mieux les investisseurs étrangers. Dans les pays où l'épargne est suffisante et mobilisable, comme l'est aujourd'hui le cas de l'Algérie, les IDE sont recherchés en tant que vecteurs de transfert de technologie, de savoir-faire et leurs effets structurants sur les économies d'accueil car ils diffusent de l'organisation, du management et de la culture d'entreprise. Entre 2001 et 2006, les pays du Sud auraient reçu 40% des IDE réalisés à travers le monde, soit quelque 350 milliards de dollars (en 1980, ils ne recevaient que 15% du total des IDE). Il faut préciser cependant que les deux tiers de ces IDE à destination des pays du Sud vont en Asie et particulièrement en Chine, en Inde et à un degré moindre en Malaisie. Les IDE assuraient durant cette période (2001-

2006) 50% des financements extérieurs des pays en développement contre 23% en 1990.

Est-ce que les IDE sont bénéfiques aux pays en développement qui les reçoivent ?

Deux problèmes se posent : 1°/ Est-ce les IDE qui sont à l'origine de la croissance économique du pays d'accueil ou bien est-ce plutôt la croissance économique du pays qui y attire les IDE ? D'abord la croissance économique puis les IDE ou bien d'abord les IDE puis la croissance économique ? C'est plutôt la première thèse qui semble se confirmer sur le terrain : la Chine, l'Inde, le Brésil, et plus près de nous, la Tunisie attirent les IDE car ils affichent régulièrement de forts taux de croissance économique. Bien évidemment, par la suite, il y a une dialectique croissance économique/IDE, l'une alimentant l'autre et vice-versa.

2°/ Le second problème qui est posé est celui qui a trait à la convergence des intérêts des firmes multinationales investisseurs réels ou potentiels avec celui des Etats récipiendaires. A titre d'exemple, les investissements d'infrastructures dont ont si besoin les pays en développement n'intéressent pas les firmes multinationales. Une étude récente de la Cnuced a montré que les relations entre les Etats et les multinationales reposent sur un malentendu : «Quand les Etats attendent des IDE qu'ils soient un levier de développement et de croissance, les multinationales gardent pour ligne d'horizon, un impératif de rentabilité et de profit.» Et les deux objectifs ne se rencontrent pas forcément.

Sous quelles conditions les IDE peuvent-ils être bénéfiques aux pays en développement qui les reçoivent ?

Anne Rivaux, expert de la Cnuced chargée du département «Analyse des IDE», distingue deux conditions au moins pour que les IDE soient bénéfiques aux PED qui les reçoivent :

1/ Il faut que le pays qui reçoit l'IDE ait une population bien formée et singulièrement, les ressources humaines engagées dans les différentes activités économiques pour que les transferts de connaissance puissent avoir effectivement lieu.

2/ Il faut que le tissu des entreprises locales soit suffisamment développé et solide pour pouvoir profiter des «savoir-faire» des investisseurs sans se faire exclure du marché par la présence de firmes étrangères plus grosses et plus compétitives. Les études menées ces dernières années par les institutions internationales diverses telles que la Banque mondiale, la Cnuced ou encore l'OCDE ont montré que le rapport de force entre les multinationales et les pays en développement s'est encore accru en faveur des premières car les PED sont en mal de financement. Dans le secteur minier en particulier «l'envolée des cours des matières premières depuis 2003 a clairement montré que l'essentiel des retombées de la rente échappait à l'économie locale».

Entre 2002 et 2004, par exemple, «75% du revenu supplémentaire qu'aurait dû engranger le pays en développement producteur sont repartis à l'étranger sous forme de rapatriement des bénéfices» (cf. rapport de la Cnuced - sept 2005) (d'où les mesures pertinentes prises récemment par le gouvernement algérien).

En 2004, lorsque les prix mondiaux du pétrole atteignaient 30 dollars le baril, le gouvernement tchadien ne recevait que 2 dollars par baril sous forme de royalties de la part des compagnies étrangères chargées de l'exploitation du pétrole (cf. *Le Monde de l'économie* - mardi 27 septembre 2005).

Ces mêmes études (Banque mondiale, Cnuced, OCDE) signalent que «confrontés à des besoins de capitaux, les gouvernements des pays du Sud négligent le coût que peuvent induire les politiques d'incitations fiscales qu'ils proposent aux investisseurs étrangers».

Que penser, en conclusion, de l'apport des IDE aux PED. Quatre conclusions peuvent être retenues :



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

1/- Pour le financement de leur développement, les pays du Sud recourent de plus en plus aux IDE les préférant à l'endettement extérieur. Le premier pouvant générer un transfert de technologie absent dans le second.

2/- Pour les multinationales, le pompage du surplus économique des pays du Sud se réalise mieux par le canal des IDE que par celui de l'endettement.

3/- Les IDE sont bénéfiques pour les PED qui les reçoivent si, et seulement si, ces derniers ont une réelle capacité d'absorption faite d'une politique de développement cohérente, d'une matière grise réelle, d'entreprises locales performantes (à l'exemple de pays comme la Chine, l'Inde en Asie, le Brésil et le Mexique en Amérique latine).

4/- Les IDE dans un pays où les entreprises sont peu performantes et où les élites managériales sont peu nombreuses et rares, profitent nettement plus aux multinationales qu'aux pays d'accueil.

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



C'est plus grave qu'une fuite !

Des sages du FLN veulent prendre langue avec Belkhadem

Prendre langue avec Belkhadem ? Beurk !

Aujourd'hui, je vais essayer de vous la faire simple, dépouillée et la plus didactique possible, tellement cette affaire est d'une simplicité affolante. Les candidats au brevet de l'enseignement moyen ont eu à subir une question qui n'aurait jamais dû figurer dans le sujet d'éducation islamique. Cette question portait sur un chapitre ne figurant pas dans le listing des sujets retenus pour cet examen. Alors, première interrogation légitime : oui ou non ce chapitre a-t-il été officiellement éliminé du listing des sujets possibles à l'examen ? La réponse est oui ! De sources diverses, oui ! Seconde interrogation, et c'est celle-là qui, moi, m'interpelle par ses diverses facettes : existe-t-il oui ou non une commission officielle chargée de l'élaboration des sujets du brevet ? Si, comme je le suppose, la réponse est «oui» comment se fait-il alors qu'une question pareille, non retenue dès le départ, biffée du programme d'examen, se retrouve posée aux candidats ? C'est même plus seulement troublant, c'est carrément kafkaïen ! Le sujet d'éducation islamique, c'est tout de même pas un mec ou une nana, seul, enfermé dans une cave, à

l'abri des regards et hors contrôle qui l'a rédigé, et ne l'a remis aux surveillants que le jour du BEM, sur le seuil des classes, afin qu'il soit distribué aux enfants, n'est-ce pas ? Nous ne sommes pas dans le cas de figure fort peu probable d'un gourou que le ministère de l'Education aurait conventionné annuellement afin qu'il lui délivre en juin, à date et heure fixées par le gourou lui-même, un sujet en éducation islamique, avec mention spéciale spécifiée en bas de ladite convention, en caractères très petits, difficilement déchiffrables : «Ce sujet ne sera remis aux élèves qu'une minute avant l'examen, sans possibilité pour l'organisme mandataire d'y jeter un œil.» Alors ? Où est la faille, bon Dieu ! Par quel trou de serrure rouillée cette question s'est-elle introduite dans le dispositif censé être verrouillé ? En vérité, ce n'est pas tant cet épisode particulier, celui d'un sujet en éducation islamique qui me turlupine et m'inquiète. Non ! C'est surtout la fragilité du système. Sa vulnérabilité. L'année prochaine, les candidats pourraient tomber nez à nez avec un sujet portant sur l'épopée du moudjahid Hassan Hattab et ses hauts faits d'armes contre l'ANP ! Eh oui ! Pourquoi pas ! La passoire est en place. La faille est là. Il est possible de tromper la vigilance supposée des différents paliers de contrôle. Alors, pourquoi pas ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Photos non contractuelles

Punto classic à partir de **1 041 000** DA **Punto 2012** à partir de **1 227 000** DA **Doblo classic** à partir de **1 544 000** DA

Alger : SODI Automotiva, 216, Rue Hassiba Ben Bouali, Tél. : + 213 (0) 21 675 716 / Fax : + 213 (0) 21 675 710
Oran : MECAN AUTO, 07, Rue Pégoud Saint-Eugène, Tél. : 041 282 270, Fax : 041 282 269, Mob. : 0560 389 508
Tébessa : Ets REZAIGUIA, Cartiers des écoles Tél. / Fax : 037 471 589, Mob. : 0550 599 808
Constantine : CONSAUTO, 101, Zone D'activité Ali Mendjeli, Tél. : 031 675 050 / Mob. : 0555 022 467
Annaba : TORINO MOTORS, Rond-point du 5 Juillet, Tél. / Fax : 038 554 107, Mob. : 0560 931 041

LIVRAISON IMMEDIATE

LES HAPPY DAYS

PACK OFFERT
Remises exceptionnelles + Alarme
+ Peinture métallisée + Auto-radio
Soit jusqu'à **100 000** DA d'avantages client

JUSQU'AU 30 JUIN

Dans la limite des stocks disponibles
Prix remisés, TVA et TVN incluses, voir conditions en magasin